2. Approbation du procès-verbal de la séance conjointe de la commission urbanisme, constructions & patrimoine et de la commission de l'agriculture, de l'environnement & du développement durable du 27 novembre 2023

Le procès-verbal de la séance du 27 novembre 2023 est approuvé à la majorité des personnes présentes (8 oui, 1 abstention).

3. Règlement subventions énergétiques

Lors de leur dernière séance, les commissions conjointes ont accepté sur le principe certaines mesures qui pourraient être subventionnées par la commune. Les votes relatifs aux types de subventions, puis les subventions allouées pour chacune des mesures décidées (pourcentages selon les subventions cantonales et/ou fédérales) sont brièvement récapitulés.

Les commissions conjointes devront revenir ce soir sur les subventions suivantes : isolation thermique (M. R. Perrottet devait préparer une projection afin de déterminer le plafond maximal), installations solaires thermiques (la décision avait été reportée en attendant de connaître les subventions estimées pour une villa moyenne). Les plafonds maximaux seront à fixer. De plus, les commissions conjointes avaient préavisé favorablement, et à l'unanimité, une subvention de Fr. 750.- pour le CECB+ et de Fr. 150.- pour les visites conseil villas. Les interventions des SIG auront lieu en début d'année, donc bien avant l'adoption et l'entrée en force du règlement des subventions énergétiques communales. Les commissions préavisent ce soir le crédit y relatif qui sera soumis au vote du Conseil municipal.

Les commissions doivent également étudier les propositions de subventions concernant les mobilités douces.

Installations solaires thermiques

M. R. Perrottet explique que les SIG, Eco21, articulent un prix standard de Fr. 15'000.- pour une puissance de 2 kW (3-4 capteurs, soit 5-6 m² sur une toiture pour une villa moyenne de 4 occupants). Mais comme ces installations ne se font quasiment plus, les SIG n'ont pas une grande expérience sur le solaire thermique.

M. Ch. Baumberger confirme que les installations solaires thermiques étaient couplées avec les chaudières, il y a une quinzaine d'années, alors que les PAC n'étaient pas encore fonctionnelles hormis pour de très gros systèmes. Le montant de Fr. 15'000.- correspond effectivement aux coûts pour une villa moyenne. Une PAC consomme de l'électricité.

Un commissaire indique que les installations solaires thermiques restent une des seules solutions pour le chauffage des piscines (il est interdit de chauffer une piscine avec une PAC).

Un autre élu demande si un propriétaire pourrait bénéficier d'une subvention pour entretenir une installation existante.

Un troisième pense que les subventions ne sont accordées que pour le remplacement de panneaux. La décision serait prise par l'OCEN.

Son préopinant ajoute que la durée de vie théorique de ces panneaux est de 15-20 ans. Mais certains faiblissent déjà au bout de 10 ans. Il n'existe actuellement aucune société qui s'occupe de l'entretien des panneaux solaires.

M. Ch. Baumberger précise que la commune compte 480 toits.

À l'unanimité (9 oui), les commissions CUCP/CAEDD préavisent favorablement une subvention communale de 25 % de la subvention cantonale pour les installations solaires thermiques.

Subventions communales, plafonds maximaux

Certificat énergétique des bâtiments avec rapport de conseil (CECB+)

M. R. Perrottet précise que les commissaires auraient la possibilité de déterminer un pourcentage, et non une subvention forfaitaire de Fr. 750.-.

Un élu estime que cette subvention incitera les propriétaires à solliciter les SIG pour un diagnostic. Mais la commune aurait-elle les moyens de suivre une demande supérieure aux 25 certificats prévus ?

Un autre se demande dans quelle mesure les subventions communales pourraient être affinées ultérieurement en fonction des demandes des Corsiérois et des constats des SIG. Pour sa part, il apprécierait beaucoup que Corsier soit, tant que faire ce peut, la commune à proposer le catalogue de subventions le plus complet.

Le premier commissaire rappelle que le Conseil municipal aura toute latitude de voter des crédits complémentaires.

M. Ch. Baumberger pense que la commune connaîtra d'ici la fin de l'hiver le nombre d'intéressés à l'accompagnement proposé par les SIG suite aux trois séances d'information. L'estimation devra sans doute être réactualisée en juin.

Selon l'élu, la commission des finances pourrait préavisier un budget global qui serait réparti en fonction des demandes. Cela offrirait bien plus de souplesse à la commune que des enveloppes déterminées par type de subvention.

Une commissaire relève à son tour que le catalogue étant très large, le règlement pourrait prévoir une réévaluation et une adaptation des différentes subventions après un certain laps de temps, en fonction des besoins.

Son préopinant propose d'inscrire cette possibilité dans le préambule.

M. R. Perrottet rappelle que la première année sera assez charnière. Car après l'appel d'air induit par l'accompagnement des SIG pour les panneaux solaires et les PAC, la demande devrait ralentir. Concernant les subventions relatives aux transports publics, les bénéficiaires devraient reconduire leur demande, les années suivantes ; les projections seront donc plus claires. Pour les vélos, les autres communes fixent une limite dans le temps (tous les 3 ou les 5 ans).

Sans compter que les évolutions techniques devraient rendre certaines subventions obsolètes, ajoute un commissaire. D'où la nécessité d'un préambule.

Une élue constate que la commune pourrait aussi, à un moment ou un autre, ne plus être en mesure d'allouer autant de subventions, voire être contrainte de les suspendre. D'où l'importance de s'en prémunir via un préambule.

Son préopinant souligne que les budgets communaux sont présentés et votés annuellement.

Le montant de Fr. 421'300.- ne serait pas un budget mais un crédit d'investissement, est-il rappelé. Comme prévu dans le règlement, les subventions ne sont pas des droits, mais des possibilités. Cette enveloppe, qui ne sera pas soumise à une échéance annuelle, pourra ou non être réalimentée par le Conseil municipal en fonction des demandes des habitants et de la situation financière de la commune. Sinon, la question se poserait entre la date de dépôt de la demande et l'octroi de la subvention.

M. Ch. Baumberger confirme que par définition, les crédits d'investissement sont plus souples en termes de délais, souvent longs pour ces travaux.

Les panneaux solaires – et bientôt les PAC – ne sont plus, sauf exception, soumis à autorisation de construire, indique un commissaire.

Mais la pose de batteries est toujours soumise à autorisation de construire, relève **M. Ch. Baumberger**.

La plupart des communes ont voté des crédits d'investissement, confirme **M. R. Perrottet**.

L'élu ajoute que la prochaine séance de la commission des finances étant fixée au

25.4.2024, il serait tout à fait possible de convoquer une séance, au besoin. Voir une commission tripartite (CF, CUCP, CAEDD) ou une plénière.

Le point sera fait à l'issue de la séance du 17.1.2024, suggère un commissaire en proposant de dissocier les subventions techniques, dont les premières demandes ne devraient pas parvenir à la commune d'ici l'automne, et incitatives (CECB+, 25 certificats estimés, et visites conseil villas, 50 visites estimées), soit un premier crédit d'investissement arrondi à Fr. 35'000.- qui serait soumis au vote du Conseil municipal le 23.1.2024.

Un autre élu suggère de convoquer aussi la commission des finances à la séance conjointe CAEDD/CUCP fixée au 17.1.2024.

M. R. Perrottet rappelle que des propriétaires pourraient ne pas souhaiter l'accompagnement proposé par les SIG, mais opter tout de même pour le CECB+ ou les visites conseil villas.

À l'unanimité (9 oui), les commissions CUCP/CAEDD préavisent favorablement un premier crédit d'investissement arrondi à Fr. 35'000.- (montant à confirmer le 17.1.2024) pour les subventions incitatives (CECB+ et visites conseil villas). Celui-ci, qui s'étendra à tous les propriétaires, sera soumis au vote du Conseil municipal le 23.1.2024.

Les commissaires passent ensuite en revue les plafonds proposés pour les mesures techniques.

Isolation thermique (toitures, façades, sols)

Est rappelée la remarque d'un commissaire, lors de la précédente séance, concernant l'incidence financière d'un plafond maximum sur les petits propriétaires.

M. R. Perrottet souligne l'importance des coûts relatifs à ce genre de travaux par rapport aux PAC ou panneaux solaires.

Sur une question, **M. R. Perrottet** confirme que pour les toitures, la subvention cantonale est de Fr. 70.-/m². L'épaisseur des murs n'a pas d'incidence en soi sur les coûts liés aux façades.

À l'unanimité (9 oui), les commissions CUCP/CAEDD préavisent favorablement une subvention communale à hauteur 40 % de la subvention cantonale, plafonnée à Fr. 7'000.-, soit un crédit maximum estimé de Fr. 70'000.- pour 10 isolations thermiques.

PAC

M. R. Perrottet évoque les subventions consenties par deux autres communes sur la subvention cantonale, qui sont supérieures à sa proposition.

Un élu relève que les coûts dépendent des puissances des PAC. La commune devrait plus cibler le photovoltaïque et les PAC ; le solaire thermique, qui vient en accompagnement d'énergies non renouvelables ou pour l'utilisation de biens de loisir comme des piscines, ne devrait pas être une priorité.

Un commissaire pense que le crédit estimé pour les subventions relatif aux installations solaires thermiques devrait être plafonné à Fr. 5'500.-.

L'apport de gain en complément du mazout est important, souligne un troisième élu. Durant ces prochaines années, les chaudières devraient techniquement bien évoluer.

Un autre relève que les commissions dépassent déjà le crédit d'investissement qui était estimé à Fr. 421'300.- au début de la séance. S'il comprend la nécessité de fixer des plafonds maximaux pour chaque subvention en fonction des capacités financières de la commune, des dérogations devraient être possibles suivant les cas.

Un commissaire pense que la commune devrait constater un engouement sur ces subventions pendant 2-3 ans. Une fois les installations adaptées aux normes réglementaires, l'élan devrait ensuite s'essouffler. Cela vaudrait la peine de courir ce risque financier au début, puis de le réadapter en fonction de la situation.

À l'unanimité (9 oui), les commissions CUCP/CAEDD préavisent favorablement une subvention communale à hauteur 25 % de la subvention cantonale.

Un forage pour la géothermie coûte au moins Fr. 10'000.- ; il en faut généralement deux pour une villa ordinaire, explique un commissaire. À quoi s'ajoutent les travaux de génie civil.

Sans compter les sondes, souligne **M. Ch. Baumberger**.

Le canton n'alloue une subvention que pour les PAC air/eau, pas celles fonctionnant avec de l'antigel, ajoute le même élu.

M. Ch. Baumberger propose par mesure de simplification de ne pas faire de distinction pour les PAC ; car le solaire thermique offre aussi différentes techniques, dont l'antigel ou l'eau.

L'octroi, ou non, de la subvention cantonale prévaudra pour la subvention communale, rappelle un commissaire.

À l'unanimité (9 oui), les commissions CUCP/CAEDD préavisent favorablement un plafond de Fr. 5'000.- par PAC, soit un crédit maximum estimé de Fr. 75'000.- pour 15 PAC.

Installation solaire thermique

À l'unanimité (9 oui), les commissions CUCP/CAEDD préavisent favorablement une subvention communale à hauteur 25 % de la subvention cantonale, plafonnée à Fr. 2'000.-, soit un crédit maximum estimé de Fr. 20'000.- pour 10 installations solaires thermiques.

Installation solaire photovoltaïque

Les commissaires s'interrogent sur le nombre maximal de panneaux solaires photovoltaïques admissibles pour une installation de taille normale.

M. R. Perrottet précise que la prime SIG représente actuellement 25 % de la subvention fédérale sur le principe du premier arrivé, premier servi. Celle-ci ne sera pas forcément reconduite après 2024.

À la majorité (7 oui), les commissions CUCP/CAEDD préavisent favorablement une subvention communale à hauteur 25 % de la subvention fédérale, plafonnée à Fr. 5'000.-, soit un crédit maximum estimé de Fr. 100'000.- pour 20 installations solaires thermiques.

Autres mesures liées au bâtiment

M. R. Perrottet rappelle que parmi les autres mesures liées au bâtiment, les commissaires avaient notamment évoqué les circulateurs, les récupérations d'eaux pluviales (cf. les communes de Lausanne, Gland ou Monthey) ou des remplacements de fenêtres.

Un commissaire estime qu'une éventuelle subvention serait là aussi déterminée par l'OCEN.

M. Ch. Baumberger explique que les propriétaires peuvent également installer des batteries pour stocker l'énergie photovoltaïque produite, des mesures qui ne sont pas subventionnées, à l'heure actuelle. Il trouverait judicieux de fixer aussi un pourcentage.

À l'unanimité (9 oui), les commissions CUCP/CAEDD préavisent favorablement une subvention communale maximale de Fr. 5'000.- (le montant sera déterminé par la personne compétente), soit un crédit maximum estimé de Fr. 20'000.- pour 4 autres installations liées au bâtiment.

M. R. Perrottet préparera un tableau récapitulatif des préavis votés ce soir par les commissions CUCP/CAEDD. La commission des finances participera à la première partie de la séance du 17.1.2024 afin de valider ce tableau.

Le règlement finalisé devrait être présenté en mai au Conseil municipal.

4. Divers

M. Ch. Baumberger annonce que l'information a été envoyée aux 484 propriétaires mardi matin ; elle figure aussi sur le site Internet de la commune. La première séance d'information aura lieu soit à Anières, soit à la Gradelle. Suivront deux séances, l'une sur les PAC, l'autre sur les panneaux solaires photovoltaïques. La commune a reçu deux budgets prévisionnels qui sont en cours de contrôle. La première séance d'information est offerte par les SIG. Les deux autres s'élèvent à Fr. 750.-/propriétaire. La commune subventionnera également l'accompagnement. Selon l'évaluation du nombre de propriétaires intéressés, le coût global à charge de la commune est estimé à environ Fr. 40'000.-.

Sur une remarque d'un élu, **M. R. Perrottet** explique que les lieux ont été déterminés parce que d'autres communes ont choisi l'ensemble du package (Cologny et Anières).

Ce même commissaire demande si la population a été informée de la création du règlement sur les subventions énergétiques communales.

Les commissions remercient M. R. Perrottet du travail réalisé en amont, qui a grandement facilité leur travail.

En l'absence d'autres divers, **le Président** remercie les membres de la commission et lève la séance à 21h55.

Rapport : E. Maia